

## DES DOCUMENTS ET DES ORDINATEURS SUBTILISÉS

# Mystérieux cambriolage à l'inspection générale des douanes

**L'alerte est générale au niveau de la Direction générale des Douanes algériennes. La cause ? Le cambriolage opéré dans la nuit du 24 au 25 juillet au niveau de l'inspection générale des douanes sise à la Safex, aux Pins-Maritimes à l'est d'Alger, suscite des interrogations. Des documents administratifs qualifiés «d'importants» ont été volés.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon des sources sûres, au moins trois ordinateurs, dont des portables, et des documents ont été emportés lors de cette visite nocturne. Les ordinateurs appartiennent à des chefs de missions, en charge du contrôle au niveau des différents entrepôts et structures douanières de la région du centre. Les mêmes sources ajoutent que les visiteurs de la nuit ont minutieusement préparé leur coup.

Ce vol intervient, expliquent d'autres sources, un mois après des changements opérés à la tête de cette structure douanière. Il est à rappeler que l'inspection régionale des douanes sise à la Safex chapeaute d'importantes structures douanières de la région du centre, dont le port d'Alger, l'aéroport international Houari

Boumediène, etc. Ce cambriolage survient une année après le nouveau découpage territorial de l'administration douanière.

En effet, la Direction générale des douanes, expliquent des initiés, avait opté pour une nouvelle réorganisation de ses directions régionales et ses inspections divisionnaires en procédant à un découpage territorial de son administration, qui va notamment définir de nouveaux postes organiques et fonctionnels.

La direction des ressources humaines dénombre chaque année 4 à 5 cas de corruption et une trentaine de cas de malversation commis par des agents douaniers. Les trois commissions de discipline, installées en vertu de la nouvelle réorganisation des services des douanes, traitent tous les 45 jours environ cinq cas



Ce vol intervient un mois après des changements opérés à la tête de cette structure.

de fraude. En outre, l'institution douanière compte informatiser tous ses services pour éliminer progressivement l'écriture manuelle, source d'erreur et de malversations, et ce, dans le cadre de l'élargissement de l'utilisation du système d'information

harmonisé Sigad 2 qui va désormais intégrer les données du contentieux des services centraux et extérieurs, les ressources humaines et la direction des équipements.

Au niveau de l'aéroport d'Alger, 15 agents fraudeurs ont

été suspendus récemment de leur poste, dont les dépassements ont été interceptés grâce aux outils de contrôle installés, et plusieurs autres agents ont été arrêtés au niveau du fret.

Le démantèlement de ce réseau est le fruit de la collaboration étroite de l'administration douanière avec les services de sécurité. Et c'est justement pour éliminer progressivement les fraudeurs à l'intérieur même de la structure, que l'administration douanière avait amendé le règlement intérieur régissant le corps des douaniers à travers l'introduction de mesures visant à renforcer le contrôle interne et réduire la durée d'affectation de ses agents dans certains postes. C'est ce qu'a indiqué hier le directeur des ressources humaines auprès de la Direction générale des douanes (DGD), M. Boudjaltia Djazouli.

Le corps des douanes compte environ 17 000 agents et projette d'atteindre 20 000 agents en 2011.

A. B.

## ATTENTAT TERRORISTE À AZEFFOUN Deux militaires et deux gardes communaux blessés

Quatre éléments des services de sécurité (2 militaires et 2 gardes communaux), circulant à bord d'un véhicule tout-terrain, ont été la cible, vendredi dernier vers 19h30, d'une attaque terroriste, tout près du village d'Issoumathène, à 12 km au sud d'Azeffoun (Tizi-Ouzou). Le bilan fait état de quatre blessés légers, soit l'ensemble des occupants du véhicule.

C'est sur la RN 73, entre Azeffoun et Fréha, que les éléments des services de sécurité ont été surpris par les assaillants. Revenant d'un détachement militaire, situé sur les hauteurs d'Azeffoun, les victimes ont certainement été repérées à l'aller. Arrivés au lieu-dit Issoumathène, les militaires et gardes communaux ont essuyé des rafales de kalachnikovs de la part de terroristes embusqués, dont le nombre n'a pas été déterminé. Alors que les victimes de l'attentat ne sont blessées que légèrement, on apprend, par ailleurs, que l'une d'elle a subi une opération.

Avec l'attentat de ce vendredi, c'est la deuxième fois en dix jours que la région d'Azeffoun a été ciblée.

Pour rappel, le 17 juillet dernier, c'est l'ancien célibatorium de la police, implanté dans l'enceinte même du commissariat de cette ville côtière, qui a été pris pour cible, où trois policiers ont été blessés, dont un grièvement.

En mai dernier, ce sont les gardes-côtes de cette localité qui ont fait l'objet d'un attentat à la bombe et en 2011, c'est une patrouille de la police qui a été ciblée par un groupe terroriste.

K. Bougdal

## AGRESSION DU PERSONNEL DE SANTÉ AUX URGENCES Toujours pas de dispositif promis

**L'agression du jeune médecin au pavillon des urgences au CHU Mustapha-Pacha n'est que la face visible de l'iceberg. Le personnel médical affirme faire face à ce genre de situations au quotidien. L'année dernière, le ministre de la Santé annonçait la mise en place d'un dispositif permettant de sécuriser les urgences. La promesse n'a jamais été concrétisée.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Inaugurant en août dernier le pavillon des urgences du CHU Mustapha-Pacha, Djamel Ould Abbès promettait de solliciter le ministère de l'Intérieur de sécuriser davantage les hôpitaux.

Presque une année plus tard, force est de constater que le dispositif en question n'a pas été mis en place et que les agressions se multiplient. Il était question de faire appel aux éléments de la police qui de par leur présence au niveau des urgences auraient une action dissuasive.

Aujourd'hui, seuls des agents de sécurité sont en poste. Leur nombre est jugé insuffisant et ils sont eux-mêmes souvent victimes d'agressions. Quelle alternative face à la prolifération des agressions ?

Le président du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) explique que des postes de police existent déjà au niveau des hôpitaux mais que le problème ne se situait pas à ce niveau.

Lounès Gachi explique que «le problème se pose au niveau des urgences avec acuité.

C'est à l'administration de prendre ses responsabilités. C'est à elle de déposer plainte à chaque fois qu'un



Le personnel médical fait face à une violence quotidienne.

professionnel de la santé est agressé. Nous prônons la tolérance zéro. Toute agression doit être suivie par un dépôt de plainte et toute condamnation doit être médiatisée. Cela doit servir d'exemple. C'est l'impunité qui favorise la récidive».

Du côté du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique, la récente agression du jeune médecin ne laisse pas indifférent. Le syndicat parle d'un «phénomène inquiétant qui prend des proportions alarmantes» et évoque «un contexte des urgences médico-chirurgicales particulier, caractérisé par une forte charge de stress liée à la notion même d'urgence, ce stress est pourvoyeur de dérapages devant toute situation de mécontentement, justifié ou non, des usagers».

Au-delà de faits qui auraient pu être anecdotiques, les cas d'agressions se multiplient et les raisons sont multiples. En premier lieu «l'indiscutable montée en puissance de la violence dans la

société : à l'exemple de ce qui se voit dans d'autres lieux publics, l'hôpital n'est pas épargné, ensuite, un discrédit certain frappant les professions médicales, notamment du fait des graves dérives de l'activité complémentaire qui sont maintenant largement colportées sur la place publique, entachant gravement l'honneur de la profession».

Selon cette même analyse, «la multiplication des dysfonctionnements dans le système de santé, particulièrement ces deux dernières années, dysfonctionnements que les personnels de la santé essaient de pallier du mieux qu'ils peuvent tout en essuyant les feux du mécontentement des usagers, et sans jouir pour autant de la moindre considération de la part des pouvoirs publics».

Jusqu'à quand durera cette situation ? A quand l'installation effective du dispositif promis l'année dernière ? Contactés, ni le ministère de la Santé ni la DGSN n'étaient joignables hier.

N. I.